



Tirana, la capitale albanaise, attire plus de la moitié des investissements étrangers dans le pays. (Photo : V. Riviere/Syigma)

Une économie à suivre

L'ALBANIE S'INSCRIT À L'ÉCOLE DU LIBÉRALISME

Après un demi-siècle d'isolement communiste, ce petit pays, encore très agricole, s'ouvre rapidement à l'économie de marché. Toutes ses infrastructures doivent être réhabilitées. Les investisseurs sont les bienvenus.

Une horloge digitale égrène désormais le temps à côté de la mosquée, sur la place principale de Tirana, et un petit carrousel s'est installé à côté du socle vide de la statue d'Enver Hoxha, démontée en 1991. L'embase de celle de Lénine se perd derrière les fondations d'une pizzeria. Il y a quelques mois, le premier centre d'affaires a ouvert ses portes et tous ses bureaux sont déjà loués. Dans un pays où, jusqu'en 1990, les voitures privées étaient interdites, les rues sont maintenant embouteillées aux heures de pointe par des automobiles et camions côtoyant des attelages à chevaux. Jusqu'à dix-sept vols par jour atterrissent sur la piste rafistolée de l'aéroport de Rinas, au lieu de deux au maximum en 1990. Au port principal de Durrës, il arrive en moyenne six ferries par jour, contre trois par mois il y a cinq ans.

L'Albanie, qui a souffert d'un régime parmi les plus centralisés et les plus répressifs au monde, puisqu'elle est restée isolée du milieu des années 40 à 1990, s'ouvre aux affaires. Mais c'est encore le

pays le plus pauvre d'Europe, avec un produit national brut par tête de moins de 600 dollars, soit l'équivalent des meilleurs pays africains. Les salaires dans le secteur public sont en moyenne de 65 à 70 dollars par mois. La moitié du PNB vient encore de l'agriculture (contre 3 % en Europe occidentale), et plus de la moitié de la population albanaise vit en zone rurale.

La chute du communisme est arrivée plus tard et de façon plus désordonnée que dans

POINTS CLES

- Malgré une croissance rapide sur les trois dernières années, l'Albanie reste le pays le plus pauvre d'Europe.
- Pour stabiliser son économie, Tirana a bénéficié du soutien des institutions internationales. Mais la dérive autoritaire du régime entame son crédit.
- Réaliser une joint-venture en Albanie est certainement le meilleur moyen d'aborder ce marché tout neuf et de s'y assurer une position.

les autres pays d'Europe centrale et orientale. Au début de 1992, le PNB – déjà le plus bas d'Europe – avait chuté de plus de 50 % par rapport à son pic de 1989, la production agricole et industrielle s'était effondrée et le pays était au bord de l'hyperinflation (237 % par an).

Depuis lors, au cours des trois dernières années et demie, beaucoup a été accompli. Le changement a été conduit par les leaders inexpérimentés du Parti démocratique, dirigé par l'actuel président, Sali Berisha, parti qui fut formé à la fin de 1990 et gagna les élections de mars 1992, mettant un terme à 48 ans de communisme. Sous la conduite de Sali Berisha, le pays a cherché rapidement l'intégration à l'Europe et à l'Otan. L'Albanie a été le premier pays d'Europe de l'Est à demander son adhésion à l'Otan et vient d'être admise au Conseil de l'Europe. Tirana cherche aujourd'hui à engager les négociations pour un accord d'association avec l'Union européenne.

La nature de l'aide internationale a changé rapidement. En 1991 et 1992, l'aide alimentaire et humanitaire comptait pour les deux tiers du total ; elle est tombée pratiquement à zéro. Par contraste, les trois quarts de l'aide de 368 millions de dollars en 1995 ont été dévolus au développement des infrastructures.

La construction d'un réseau de routes, la réhabilitation de l'aéroport dont la piste est

en fort mauvais état, la reconstruction d'un réseau d'eau, la fourniture stable et permanente d'électricité aux industries et aux commerces, la mise en place de banques et de télécommunications comptent parmi les plus grands challenges que le pays doit affronter. En fait, c'est l'ensemble des infrastructures qui doivent être réhabilitées et développées pour faire face à une demande en croissance rapide.

Un taux de croissance record. Grâce à une aide financière et technique massive de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI), de l'Union européenne et d'un groupe de donateurs bilatéraux conduits par l'Italie et les Etats-Unis, le gouvernement a réussi à stabiliser l'économie. L'Albanie a réalisé l'un des plus hauts taux de croissance des économies de transition, soit environ 9 % en moyenne sur les trois dernières années. Le déficit budgétaire a chuté et le pays a dépassé tous les objectifs assignés par le FMI. La monnaie est maintenant stable et l'inflation se situe aux environs de 5 % par an. Durant l'été 1995, le pays a conclu un accord avec 42 banques occidentales pour la restructuration de sa dette commerciale (500 millions de dollars).

La reprise de l'économie a été impulsée principalement par la renaissance de l'agriculture et par la construction, qui est le secteur le plus dynamique avec une augmentation de 15 % en 1994. La croissance vient surtout de petites entreprises du secteur privé et de l'agriculture, poussées par la privatisation des terres agricoles et de l'immobilier, ou bien des transferts croissants des Albanais vivant à l'étranger.

Les mines de chrome et de nickel ainsi que les ressources en gaz et en pétrole sur la plaine côtière sont au centre du plan alba-

nais de revigoration du secteur industriel. La production de chrome, principale ressource du pays, est encore loin de son niveau de l'ère communiste où le pays était le troisième producteur mondial. L'Albanie a produit 223 000 tonnes de ce minerai en 1994 (contre 1,2 million il y a six ans) mais espère, grâce aux investissements étrangers, tripler ce chiffre. La production de ferro-chrome, le produit à plus forte valeur ajoutée, devrait augmenter de 30 % cette année. Albchrome, l'entreprise qui gère les mines de chrome, a renoué avec les bénéficiaires et étudie des propositions de joint-venture avec six consortiums étrangers.

Un programme de privatisation de l'économie a été lancé l'été dernier avec émission de bons de privatisation. Malgré l'énormité de la tâche, le but de l'opération – selon le directeur de l'Agence nationale pour les privatisations – est de transférer au privé les grandes entreprises détenues par le secteur public. Cependant, l'Agence doit encore préparer les entreprises à la privatisation, définir le cadre légal et mettre en place l'attribution des titres.

Après l'ouverture du pays, les premiers investisseurs étrangers se sont installés sous la forme de joint-ventures, principalement avec les entreprises d'Etat. Jusqu'en 1993, 70 % des investissements ont pris cette forme. Environ 290 millions de dollars d'investissements étrangers ont été réalisés. Quelque 12 000 sociétés étrangères se sont intéressées à l'économie albanaise et 32 % d'entre elles ont investi concrètement. En effet, l'Albanie bénéficie d'une très bonne position géographique et constitue un débouché vers la Méditerranée. De plus, le pays bénéficie d'une main-d'œuvre bon marché.

Les Italiens viennent en tête avec 50 % des

investissements étrangers, suivis par les Grecs (22 %). L'Allemagne est passée en deux ans de 4,1 % à 7,8 % et la France arrive en quatrième position avec 5,2 %. La plus grande partie des investissements étrangers sont réalisés à Tirana, la capitale, qui en a attiré près de la moitié, sans doute en raison de la proximité des administrations et des ministères. La deuxième ville privilégiée est Durrès, premier port du pays. Cependant, les privatisations sans critères objectifs, les changements rapides de dirigeants et le rôle de l'Etat dans la gestion des entreprises ont découragé les investisseurs étrangers qui se sont tournés vers les PME privées.

Réaliser une joint-venture en Albanie est certainement le meilleur moyen d'aborder ce marché tout neuf et de s'y assurer une position. En effet, son montage paraît relativement simple. Le droit des sociétés commerciales s'inspire largement des droits européens en la matière. La législation de la SARL ressemble beaucoup au droit français, avec des emprunts au droit suisse des sociétés.

Les capitaux étrangers sont garantis par la Loi constitutionnelle et un accord bilatéral avec la France stipule que les bénéficiaires sont librement rapatriables. Les entreprises étrangères profitent de mesures fiscales très favorables, sous forme d'une exonération d'impôts durant les trois premières années et pendant deux années supplémentaires si les bénéficiaires sont réinvestis dans le pays.

Des difficultés demeurent. Ces perspectives sont cependant grevées par deux types de difficultés. D'une part, bien qu'il se soit développé ces deux dernières années, le système bancaire privé reste encore assez embryonnaire, manque d'expérience et surtout de reconnaissance par le milieu bancaire international. A notre connaissance, aucune banque albanaise privée ne possède de cotation.

D'autre part, le cadre législatif reste dans un statut que l'on pourrait qualifier de transitoire, entre autres parce que le projet de nouvelle constitution proposé, l'an dernier, par Sali Berisha a été rejeté par référendum.

La plus grosse hypothèque vient sans doute de la privatisation des terrains, qui s'est effectuée de manière quelque peu désordonnée, voire anarchique, comme dans les parcs publics de Tirana, littéralement envahis par des commerces en tout genre. Le cadre de ces privatisations vient tout juste d'être fixé par une loi laissant augurer encore quelques problèmes d'application. Il faut donc être très prudent lorsque la joint-venture inclut une opération immobilière – même du partenaire albanaise –, car des revendications de propriété peuvent encore surgir ultérieurement.

L'ALBANIE EN BREF

POPULATION EN 1993 : 3,37 millions d'habitants.

ECONOMIE EN 1994

PNB : 1,8 milliard de dollars

Croissance du PNB : 7,4 %

Agriculture en % du PNB : 56 %

Balance des paiements : -146 millions de dollars

Exportations : 141 millions de dollars

Importations : 601 millions de dollars

VILLES PRINCIPALES : Tirana (300 000 habitants), Durrès (125 000), Elbasan (101 300), Vlora (88 000), Shkodra (74 000), Fier (71 000), Korça (50 000).

LANGUES : La langue albanaise est divi-

sée en deux dialectes, le Gheg, au nord, et le Tosk, au sud. Depuis 1945, la langue officielle est basée sur le Tosk. L'italien est la langue étrangère la plus parlée en Albanie, suivie par l'anglais, le français et l'allemand.

ETHNIES : Les Albanais forment 97 % de la population totale, avec des minorités grecque (2 %), macédonienne et monténégrine.

RELIGION. 70 % des Albanais sont musulmans modérés, 20 % orthodoxes et 10 % catholiques.

MONNAIE. Le lek (un dollar = environ 100 leke).

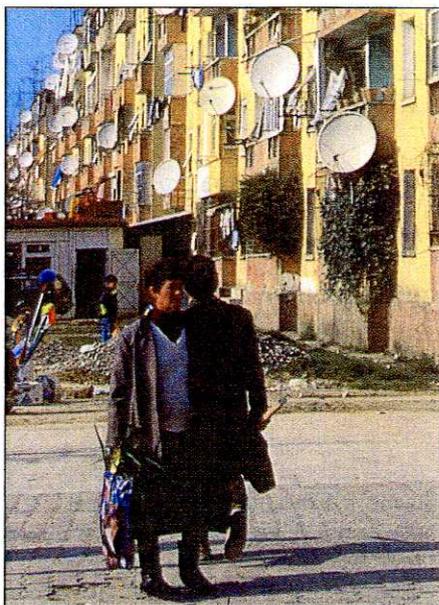
(*) Source : Sherif Bundo – Faculté d'économie de Tirana

Après sa victoire surprenante aux élections de 1992, le Parti démocratique a dû se résigner à perdre substantiellement du terrain, en raison de divisions internes qui ont conduit plusieurs membres dirigeants modérés à fonder à sa gauche, en 1993, l'Alliance démocratique. En 1994, le président Berisha essayait un échec cuisant sur la question de la Constitution refusée par le peuple albanais. Dans l'entourage présidentiel, on explique volontiers que ce revers est dû à un manque d'explication. En fait, le projet de Constitution, prétendument calqué sur le modèle français, concentrait beaucoup de pouvoir – sans doute trop – dans les mains du Président. Celui-ci était élu par le Parlement et non au suffrage universel et, outre les attributions classiques de l'exécutif, il disposait d'un contrôle du pouvoir judiciaire, par nomination des plus hauts magistrats, et d'un contrôle direct sur la police et l'armée.

Un climat politique houleux. Le style de gouvernement par trop personnel de l'ancien cardiologue a fait l'objet, à maintes reprises, des feux de la critique, mais c'est principalement l'emprisonnement de Fatos Nano qui voile l'image démocratique de Sali Berisha. Ancien Premier ministre et homme politique le plus compétent du Parti socialiste, Fatos Nano est accusé d'avoir détourné à son profit personnel une part de l'aide humanitaire italienne. Le climat politique est devenu encore plus difficile en 1995, avec un boycottage du Parlement par les principaux partis d'opposition, après le limogeage brutal par les parlementaires de Zef Brozi, chef de la Cour suprême, qui avait engagé la révision du cas Nano.

Le Parti socialiste est en proie à des dissensions entre le Président en prison et la direction. Le parti devrait, lors de son prochain congrès, abandonner toute référence au marxisme-léninisme et prendre un virage social-démocrate, ce qui comporte le risque d'une scission interne. Cependant, cette évolution vers la social-démocratie le rendrait le plus crédible pour une alternance au pouvoir.

Les élections de mai et juin derniers n'ont contribué en rien à améliorer le crédit national et international de Sali Berisha, bien au contraire. Le Président a mené personnellement une campagne électorale « à spectacle », caractérisée par une grande agressivité verbale. Il a notamment qualifié les partis de gauche (Parti socialiste, Parti social-démocrate et Alliance démocratique) de « front rouge » voulant restaurer le communisme. L'usage monopolistique de la télévision n'a laissé aucun observateur dupe. Les élections ont fait l'objet d'irrégularités en tout genre : bourrage d'urnes, votes



Au sortir de cinquante années d'isolement, le pays s'ouvre aujourd'hui au monde et aux affaires. (Photo : V. Riviere/Syigma)

multiples, manipulation des décomptes... En signe de protestation, les partis d'opposition se sont retirés des commissions électorales. Les observateurs internationaux ont quitté le pays après le premier tour, afin de protester contre des élections qualifiées de « plus frauduleuses d'Europe ». A 18 h, au soir du premier tour, le Président déclarait que le Parti démocratique avait gagné les élections, alors même que les bureaux fermaient à 22 h 30 !

Sous la pression des Etats-Unis et de l'Union européenne, de nouvelles élections ont été tenues dans dix-sept circonscriptions, mais les résultats sont toujours considérés comme insatisfaisants par les Européens et Washington.

Le Parti démocratique aurait « gagné » 122 sièges sur les 140 du Parlement, résultat pour le moins surprenant lorsque l'on connaît la carte politique du pays et les succès enregistrés par le Parti socialiste

aux élections locales de 1992. Ce qui est sans doute plus grave encore pour le crédit – ou plutôt le discrédit – du président Berisha et qui a choqué les Albanais, c'est la violence policière avec laquelle ont été réprimées les manifestations au lendemain des élections.

L'Union européenne a, dans une résolution, demandé que le Parlement albanais rédige une Constitution, établisse une loi électorale et reconduise les élections. Pour sa part, Washington, par la voix du porte-parole du Département d'Etat, Nicolas Burns, a demandé officiellement, le 26 juillet, que de nouvelles élections soient organisées. Rudolf Perina, assistant secrétaire d'Etat, a déclaré à la presse internationale que les Etats-Unis allaient revoir leurs liens avec l'Albanie et, en particulier, leur programme d'aide.

L'ancien médecin personnel d'Enver Hoxha se trouve maintenant dans une situation difficile sur la scène internationale. Deux scénarios sont possibles : soit Sali Berisha, qui compte parmi ses conseillers des personnalités de l'ancien régime, comme Memet Elezi, poursuit un retour à un passé désagréable ; il se dirige vers un parti unique en éliminant progressivement le Parti socialiste et en marginalisant les autres et concentre les pouvoirs dans ses seules mains.

Le pays risque alors de faire un pas en arrière et de se replier sur lui-même. Soit, sous la pression internationale, il abandonne la ligne de la fraction la plus dure du Parti démocratique, ouvre l'échiquier politique, permet la rédaction d'une Constitution démocratique et d'une loi électorale, et, enfin, tient de nouvelles élections. Il favorisera alors une réconciliation nationale et facilitera l'encrege économique de l'Albanie au sein de l'Europe. ■

Jean Delteil

TOUS LES OUVRAGES SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Librairie du Commerce International

10, avenue d'Iéna BP 428-16 75769 Paris Cedex 16

Tél. : 01 40 73 34 60 Fax : 01 40 73 31 46

Tél. International : + 33 1 40 73 34 60

Fax International : + 33 1 40 73 31 46